



LE DOUTE EST UN HOMMAGE RENDU A L'ESPOIR.

Lautréamont

Avant de débiter la séance plénière le Président (Mr Kempf) a présenté ses vœux à la représentation des élus et par la même à l'ensemble des personnels.

En amont de l'ouverture de la séance la délégation CGT est intervenue pour faire préciser des propos tenus par le D.R. au Campus de Lorient relatifs à une possible externalisation de la restauration en région et au-delà.

Le D.R. dit avoir été mal compris, même si le sujet « revient régulièrement sur la table ». Il dit aussi « qu'il n'est pas en lien avec la ligne métier », et que la question n'est jamais venue à l'ordre du jour du COMEX.

Nous savons cependant qu'il existe des commandes centralisées auprès du groupe COMPASS, et que l'enseigne EUREST appartient à ce groupe !!

La CGT va suivre de près ce dossier dans le temps.

Sur le sujet le D.R. évoque la loi en matière de reprise d'une entité qui oblige le preneur à « garder » les salariés.

Nous savons déjà que ceux-ci ne souhaitent pas de transfert, la CGT non plus.

I. INFORMATIONS DU PRESIDENT

A. Résultats 2011 (1^{er} arrêté)

Le second arrêté devrait sortir le 20 janvier.

Le résultat global « atterrissage » selon le D.R. est conforme aux prévisions, même si le résultat du mois de décembre 2011 est décevant par rapport au mois de décembre 2010 surtout sur Pôle Emploi.

Le D.R. indique que l'on n'est pas au rendez vous sur le marché privé.

Autre inquiétude évoquée par le D.R. est le résultat (chiffre d'affaire) sans doute inférieur à 95% avec le Conseil Régional.

Pour rappel : A 95% du réalisé l'AFPA est payée 100% du budget prévu.

Le D.R. pense que nous devrions être très proches du pourcentage à atteindre. Il espère que le 2eme arrêté confirmera son souhait.

B. Point d'actualité.

Relation avec le Conseil Régional.

L'appel d'offre du D.R.I.P. doit sortir le 20 janvier. (Il concerne le secteur Pré)

Le D.R. évoque la co-traitance pour couvrir l'offre en terme de réponse ainsi qu'une meilleure couverture territoriale à la demande du Conseil Régional, affaire à suivre.

Enfin Mr Kempf évoque un travail engagé sur l'accueil à l'hébergement (Rennes Lorient) de stagiaires venant d'autres organismes de formation.

Il évoque aussi la gestion de l'hébergement qui à court terme ne peut relever que d'une gestion AFPA.

Il « n'est pas possible avec 6 euros la nuitée de faire face aux charges ». Si en 2012 le C.R. vient encore en aide à l'AFPA sur la restauration et l'hébergement, rien n'indique qu'en 2013 ce soit encore le cas...

Relation avec Pôle emploi.

Le D.R. indique que des entrées se sont faites en fin décembre pour environ 120 places.

Il précise que des A.O. 'tombent' actuellement via P.E.

Mr Kempf est également satisfait en ce qui concerne la commande de la Préparation Opérationnelle à l'Emploi. Collective d'une durée de 175 H. financée par le FPSPP. (Fond de mutualisation), les branches, les OPCA. OPCALIA, le FAFIH, le FAFSAB si l'AFPA est retenue sur les A.O..

Il déclare qu'un « bon travail » a été réalisé avec l'AGEFOS pour un chiffre d'affaire d'environ 2 millions d'euros en 2012.

Relation avec l'AGEFIPH.

Fin juin 2012 il n'y aura plus de financement de parcours spécifique via l'AGEFIPH nationale.

La question sera renvoyée aux AGEFIPH régionales qui cofinanceront des parcours de formations avec les Conseils Régionaux.

La question qui se pose alors est celle du nombre de parcours financés. Le D.R. espère 400 parcours sur l'année 2012.

II.) L'EMPLOI.

Nous remarquons qu'en fin 2011 les emplois précaires représentent environ 20% des effectifs. Ce pourcentage n'a jamais été aussi important.

Le recours à l'intérim est aussi en forte hausse et représente environ 10 ETP pour l'année 2011.

Nous ne pouvons être en accord avec l'augmentation de la précarité de l'emploi à l'AFPA qui semble t'il se situe dans le droit fil de l'idéologie actuelle !

Enfin l'emploi est en forte baisse dans notre région.

En 2008 le nombre d'emploi sous contrat CDI était de 533 (ETP moyens rémunérés).

En 2011 l'effectif CDI (ETP) est de 422, 66, soit une perte de **110,34 ETP en trois ans.**

Nous remarquons également une diminution de 16 emplois de formateurs entre 2010 et 2011.

III.) DIVERS.

Le D.R. confirme que, AFPA TRANSITIO ne pourra plus travailler sur les sites historiques.

Aujourd'hui c'est Pôle Emploi qui gère le Contrat de Sécurisation Professionnelle qui lui-

même tombe dans le domaine de l'appel à la concurrence.....

En ce début d'une année qui sera importante pour tous, le syndicat CGT de l'AFPA Bretagne et la délégation CGT du CRE vous souhaitent à toutes et à tous leurs meilleurs vœux pour 2012.

PROCHAIN CRE LE 22FEVRIER A RENNES